

Bruxelles, le 10.12.2018
C(2018) 8488 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 10.12.2018

**relative au financement du programme d'action annuel 2018 partie 2 en faveur de la
République du Burkina Faso**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 10.12.2018

relative au financement du programme d'action annuel 2018 partie 2 en faveur de la République du Burkina Faso

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement ¹, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement², et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre du programme d'action annuel, il est nécessaire d'adopter une décision de financement. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du TFUE³.
- (3) La Commission a adopté le programme indicatif national pour la période 2014 – 2020⁴, qui établit les priorités suivantes: (i) la gouvernance, (ii) la santé et (iii) la sécurité alimentaire et nutritionnelle, incluant l'agriculture durable et l'eau.
- (4) Les objectifs poursuivis par le programme d'action annuel à financer au titre de l'accord interne relatif au 11^e Fonds européen de développement (FED)⁵ (ci-après l'«accord interne») consistent à contribuer principalement aux priorités mentionnées ci-dessous: l'action intitulée «contribution du PIN 11^e FED du Burkina Faso à la plateforme d'investissement pour l'Afrique (AIP) en soutien au secteur de l'énergie» a pour objectif général de contribuer à la croissance économique et à la création d'emplois à travers une amélioration de l'accès à une énergie durable, fiable et propre au Burkina Faso, principalement en faveur des populations les plus fragiles et en milieu rural; l'action intitulée «projet d'appui à la gestion de l'aide de l'Union européenne pour le Burkina Faso (PAGA)» a pour objectif général d'améliorer le développement économique et social du Burkina Faso

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

³ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

⁴ Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et le Burkina Faso C(2014) 3497 final du 3.6.2014.

⁵ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 210 du 6.8.2013, p. 1).

- (5) L'action intitulée «contribution du PIN 11^e FED du Burkina Faso à la plateforme d'investissement pour l'Afrique (AIP) en soutien au secteur de l'énergie» a pour objectifs spécifiques de (i) contribuer à la croissance socio-économique et la création d'emplois grâce aux opportunités de développement des entreprises privées qui offrent l'énergie, (ii) améliorer les services sociaux pour les populations fragiles grâce à une augmentation du taux d'accès à l'énergie, et (iii) augmenter la capacité de production d'énergie renouvelable.
- (6) L'action intitulée «projet d'appui à la gestion de l'aide de l'Union européenne pour le Burkina Faso (PAGA)» vise à améliorer l'efficacité de la gestion de l'aide communautaire pour un meilleur développement économique et social du Burkina Faso.
- (7) Conformément à l'article 17 du règlement (UE) 2015/323 il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre du programme.
- (8) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union conforme aux dispositions de l'article 154, paragraphe 3, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 pour ce qui est des entités et des personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323.
- À cette fin, la Commission conserve, en vertu de l'article 154, paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 les responsabilités en matière de gestion financière prévues au point 5.4.1 de l'annexe 1.
- (9) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046. applicable en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (10) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du programme, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.
- (11) Les actions prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité du FED institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

Article premier
Le programme

La décision de financement, qui constitue la mise en œuvre de la décision relative au financement du programme d'action annuel 2018 partie 2 en faveur du Burkina Faso, présentée dans les annexes est adoptée.

Le programme comporte les actions suivantes:

- (a) Contribution du PIN 11^e FED du Burkina Faso à la plateforme d'investissement pour l'Afrique (AIP) en soutien au secteur de l'énergie, présentée dans l'annexe 1;
- (b) Projet d'appui à la gestion de l'aide de l'Union européenne pour le Burkina Faso (PAGA), présenté dans l'annexe 2.

Article 2
Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du programme est fixé à 18 000 000 EUR, à financer sur les ressources du 11^e Fonds européen de développement.

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

Article 3
Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles que présentées en annexe 2, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées, ou sélectionnées conformément aux critères fixés, au point 5.4.1 de ladite annexe.

Article 4
Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 10.12.2018

Par la Commission
Neven Mimica
Membre de la Commission